



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE/BPUP/IC-ND-N°2014- **215**

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MC CAIN

BETHUNE

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 ;

VU le rapport de visite de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 26 juin 2014 ;

VU la lettre de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement en date du 9 juillet 2014 informant le directeur de l'établissement MC CAIN de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que lors de cette visite l'inspection des installations classées a constaté le non-respect de certaines des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il s'avère donc nécessaire, de mettre en demeure la société MC CAIN de respecter les articles 12-II d) et 26-1-2b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, titre 1^{er}, livre V du Code de l'Environnement, en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La société MC CAIN est mise en demeure, pour son site situé 483 rue du Beau Marais 62403 BETHUNE CEDEX, de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 :

Dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de disposer, pour chacune des trois tours aéroréfrigérantes nommées T680, T680B et T680C, d'une attestation d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % de leur dévésiculeur.

Ceci permettant de répondre à l'article 12 – II d) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 qui prévoit que :

« Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation. »

ARTICLE 3 :

Dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter l'article 26 – I – 2 – b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 qui prévoit que :

« ... Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. ... »

ARTICLE 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 ou 3 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

ARTICLE 5 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 6: PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de BETHUNE et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de BETHUNE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 7 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BETHUNE, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Sté MC CAIN et dont une copie sera transmise au maire de BETHUNE.

Arras, le

- 6 AOUT 2014

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Anne LAUBIES



Copies destinées à :

- MC CAIN
- Mairie de BETHUNE
- Sous-Préfecture de BETHUNE
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur des Installations Classées à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage